

Unité bi-départementale  
de la Charente-Maritime et des Deux-Sèvres

Perigny, le 16/12/2025

ZI de Périgny  
Rue Edmé Mariotte  
17180 Perigny

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 05/11/2025

### **Contexte et constats**

Publié sur  **GÉORISQUES**

#### **SNATI-SARP-SUD-OUEST SAS**

8 avenue Manon Cormier  
33530 Bassens

Références : 0007206002/2025/618

Code AIOT : 0007206002

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 05/11/2025 dans l'établissement SNATI-SARP-SUD-OUEST SAS implanté zone artisanale de Moulinveau 6 rue de la pierre creuse 17400 La Vergne. L'inspection a été annoncée le 02/09/2025. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- SNATI-SARP-SUD-OUEST SAS
- zone artisanale de Moulinveau 6 rue de la pierre creuse 17400 La Vergne
- Code AIOT : 0007206002
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

La société SNATI SARP SUD-OUEST exploite sur la commune de La Vergne un centre de transit et traitement de déchets dangereux et a été autorisée par arrêté préfectoral n°1588 SE/BNS du 23 mai 2005. Les activités sont les suivantes :

- transit et pré-traitement des eaux hydrocarburées (débourbeurs, cuves à fioul domestiques, pollutions accidentelles) par le procédé HYDROSEP
- transit et pré-traitement des déchets graisseux (restauration collective, séparateurs domestiques) par le procédé LIPOSEP
- transit de DTQD collectés auprès des entreprises, industries et artisans régionaux, ainsi que des déchets ménagers spéciaux collectés dans les déchetteries ;
- transit des résidus liquides en provenance d'industries locales (colles, encres liquides) ;
- transit des sables de curage des réseaux et ouvrages.

Les eaux résiduelles provenant des procédés HYDROSEP et LIPOSEP sont ensuite traitées dans une station biologique avant rejet dans le réseau public.

Les prescriptions applicables aux installations ont été actualisées par l'arrêté préfectoral complémentaire du 14 février 2022 puis du 09 mai 2025 à la suite de plusieurs modifications des installations.

## **2) Constats**

### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :

- ♦ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ♦ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la présente inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
1	Situation administrative	Arrêté Préfectoral du 09/05/2025, article 3	Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois
9	Rejets atmosphériques - conditions générales de rejet	Arrêté Préfectoral du 14/02/2022, article 3.2.2	Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant	
11	Valeurs limites d'émission des eaux exclusivement pluviales	Arrêté Préfectoral du 14/02/2022, article 4.3.12	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	3 mois
12	Rejets dans le milieu naturel ou dans une station d'épuration collective	Arrêté Préfectoral du 14/02/2022, article 4.3.9.1	Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une précédente inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
2	Activité relevant de la rubrique 2718	Arrêté Préfectoral du 14/02/2022,	Avec suites, Demande de justificatif à l'exploitant,	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une précédente inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
		article 1.2.3.1	Demande d'action corrective	
3	Activité relevant des rubriques 2790 et 3510	Arrêté Préfectoral du 14/02/2022, / article 1.2.3.2		Sans objet
4	Activité relevant de la rubrique 3550	Arrêté Préfectoral du 14/02/2022, / article 1.2.3.3		Sans objet
5	Activité relevant de la rubrique 2716	Arrêté Préfectoral du 14/02/2022, / article 1.2.3.4		Sans objet
6	Activité relevant de la rubrique 2791	Arrêté Préfectoral du 14/02/2022, / article 1.2.3.5		Sans objet
7	Moyens de lutte contre l'incendie	Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 9	Avec suites, Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	Sans objet
8	Dispositifs de prévention des accidents	Arrêté Ministériel du 07/06/2018, article 10	Avec suites, Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	Sans objet
10	Surveillance des eaux souterraines	Arrêté Préfectoral du 14/02/2022, / article 4.3.13.2		Sans objet

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'exploitant respecte les quantités de déchets dangereux présentes sur le site, qu'ils soient en attente de traitement sur l'installation ou en transit.

Des améliorations sont attendues sur le suivi des rejets dans l'atmosphère et sur les analyses d'eaux. Des mesures correctives d'abattement des matières en suspension dans les eaux pluviales rejetées sont également attendues par l'inspection.

### 2-4) Fiches de constats

#### N° 1 : Situation administrative

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 09/05/2025, article 3
<b>Thème(s) :</b> Situation administrative, récolement modification des installations
<b>Prescription contrôlée :</b>  article 3.1 : [...] Les eaux pluviales des voiries, de l'aire de dépotage HYDROSEP et aire de chargement/déchargement des cuves (145 m <sup>2</sup> ), de la zone de rétention HYDROSEP (256 m <sup>2</sup> ), de la zone de rétention LIPOSEP (251 m <sup>2</sup> ) et du quai de lavage (200 m <sup>2</sup> ) sont orientées vers le bassin de rétention de 600 m <sup>3</sup> .

article 3.2 :

Toutes mesures sont prises pour recueillir l'ensemble des eaux et écoulements susceptibles d'être pollués lors d'un sinistre ou d'un accident de transport, y compris les eaux utilisées lors d'un incendie, afin que celles-ci soient récupérées ou traitées afin de prévenir toute pollution des sols, des égouts, des cours d'eau ou du milieu naturel. Ce confinement peut être réalisé par des dispositifs internes ou externes à l'installation. Les dispositifs internes sont interdits lorsque des matières dangereuses sont stockées.

[...]

Le volume nécessaire à ce confinement est déterminé de la façon suivante. L'exploitant calcule la somme :

- du volume d'eau d'extinction nécessaire à la lutte contre l'incendie d'une part ;
- du volume de produit libéré par cet incendie d'autre part ;
- du volume d'eau lié aux intempéries à raison de 10 litres par mètre carré de surface de drainage vers l'ouvrage de confinement lorsque le confinement est externe.

L'exploitant dispose d'un justificatif de dimensionnement de cette capacité de rétention.

L'exploitant prend toute disposition pour entretenir et surveiller à intervalles réguliers les mesures et moyens mis en œuvre afin de prévenir les émissions dans le sol et dans les eaux souterraines et tient à la disposition de l'inspection des installations classées les éléments justificatifs (procédures, compte rendu des opérations de maintenance, d'entretien des cuvettes de rétention, canalisations, conduits d'évacuations divers...).

Les eaux d'extinction collectées sont éliminées vers les filières de traitement des déchets appropriées.

#### **Constats :**

L'exploitant informe l'inspection que sa dénomination commerciale sera modifiée dans les semaines à venir.

L'inspection constate lors de la visite du site la mise en place des modifications décrites dans le dossier de porter à connaissance du 27/09/24, à savoir :

##### 1/ Agrandissement du zonage des activités ICPE

La parcelle ZX181 accueille essentiellement des contenants vides et propres (de type GRV) et temporairement 2 tankers de 70 tonnes chacun contenant des eaux d'extinction d'incendie.

##### 2/ Translation du bassin de gestion des eaux du site sur la parcelle ZX 181

Le nouveau bassin situé sur la parcelle ZX181 est opérationnel et l'ancien bassin a été comblé.

##### 3/ Déplacement de l'aire de lavage

La modification est réalisée et la nouvelle aire de lavage est fonctionnelle. Il ne reste que la passerelle permettant le lavage en hauteur à installer fin novembre 2025.

##### 4/ Translation de la zone de curage des déchets non dangereux

La modification a été réalisée et un dôme de protection a été mis en place au-dessus de cette nouvelle zone.

#### **Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

**=> L'exploitant doit adresser un courrier au Préfet pour l'informer de son changement de dénomination commerciale et joindre un extrait KBIS mentionnant le nouveau nom.**

<b>=&gt; L'exploitant doit transmettre à l'inspection au format numérique un plan actualisé des installations prenant en compte les dernières modifications et mentionnant les zones de stockages par typologie de déchets dans un délai d'un mois maximum.</b>
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant
<b>Proposition de délais :</b> 1 mois

**N° 2 : Activité relevant de la rubrique 2718**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 14/02/2022, article 1.2.3.1
<b>Thème(s) :</b> Situation administrative, Activité relevant de la rubrique 2718
<p><b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• lors de la visite d'inspection du 05/06/2024</li> <li>• type de suites qui avaient été actées : Avec suites</li> <li>• suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective</li> </ul>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p><u>Pour les déchets conditionnés (99 tonnes)</u></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Bâtiment de 450 m<sup>2</sup> utilisés pour l'entreposage des déchets toxiques en quantités dispersées (DTQD) collectés auprès des entreprises, industries et artisans régionaux, ainsi que des déchets ménagers spéciaux (DMS) collectés dans les différentes déchetteries de la région ou reçu en apport volontaire, ces déchets étant conditionnés en emballages étanches par leur producteur. Le bâtiment abrite aussi les emballages vides souillés (7 t). La capacité maximale de stockage est de 70 t.</li> <li>• Divers conteneurs de liquide de refroidissement usagés d'une quantité totale de 25 t</li> <li>• Déchets non conforme d'une quantité de 4 t,</li> <li>• Emballages vides souillés (EVS) en attente de broyage (7 t) et EVS broyés (14 t)</li> </ul> <p><u>Pour les déchets en vrac (319 tonnes)</u></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Effluents chimiques : 3 cuves d'une capacité unitaire de 30 m<sup>3</sup> (soit une quantité totale de 90 t)</li> <li>• Huiles usagées : 2 cuves d'un volume unitaire de 60 m<sup>3</sup> (soit une quantité totale de 103 t)</li> <li>• Réserve en cas de pollution : 1 cuve de 30 m<sup>3</sup> (soit une quantité de 30 t)</li> <li>• Eaux souillées ; 2 bennes d'un volume unitaire de 30 m<sup>3</sup> (soit 60 t)</li> <li>• Eaux hydrocarburées concentrées : 2 cuves de 30 m<sup>3</sup></li> <li>• Boues de colles ou peintures : 2 bennes d'une capacité unitaire de 15 m<sup>3</sup> (soit une quantité totale de 36 t)</li> <li>• Bennes contenant des eaux souillées : 2 bennes d'un volume unitaire de 30 m<sup>3</sup> (soit une quantité totale de (60 t).</li> </ul> <p>Soit un total de 418 tonnes maximum.</p>
<p><b>Précédents constats du 05/06/2024 :</b></p> <p><b>=&gt; L'exploitant doit respecter les zones d'entreposage de ses déchets dangereux conformément à son arrêté préfectoral.</b></p>

**Constats :**

A la demande de l'inspection, l'exploitant présente l'état des stocks du site au 4/11/25 à 19h.

Stocks mentionnés sur le relevé du 4/11/25 et présents sur le site (constatés par l'inspection) pour les déchets conditionnés (dans le bâtiment d'entreposage des DTQD) :

- 1 alvéole contenant 1 tonne de D3E (déchets d'équipement électrique et électroniques)
- 2 alvéoles contenant chacune 2 tonnes d'emballages vides souillés
- 1 alvéole contenant 7 tonnes d'eaux souillées conditionnées dans des GRV et des fûts
- 1 alvéole contenant 10 tonnes d'eaux hydrocarburées conditionnées en GRV
- 1 alvéole contenant 5 tonnes de déchets pâteux conditionnés en GRV et fûts

Soit un total de 27 tonnes.

Stocks mentionnés sur le relevé du 4/11/25 pour les déchets en vrac :

- 1 cuve d'eaux souillées : 60 tonnes
- 1 cuve d'huiles noires : 64 tonnes
- 1 cuve « pollution » : 15 tonnes
- 1 benne de boues : 15 tonnes
- 1 cuve d'eaux hydrocarburées : 51 tonnes

soit un total de 205 tonnes.

Autres déchets dangereux issus d'un incendie survenu le 3/11/2025 dans le département de la Charente :

- 2 tankers de 70 t chacun d'eaux souillées
- 1 semie de 25 tonnes d'eaux et boues hydrocarburées

soit un total de 165 tonnes.

Pour un total de stockage de déchets dangereux relatifs à la rubrique 2718 de :  
 $27+205+165 = 397$  tonnes.

La quantité totale de déchets dangereux stockés sur le site est inférieure aux 418 tonnes autorisées donc la prescription est respectée.

**Type de suites proposées :** Sans suite

**N° 3 : Activité relevant des rubriques 2790 et 3510**

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 14/02/2022, article 1.2.3.2

**Thème(s) :** Situation administrative, Activité relevant des rubriques 2790 et 3510

**Prescription contrôlée :**

Traitement des déchets souillés, hydrocarburés (procédé HYDROSEP - 68 t/j ou autre procédé similaire) issus de la vidange de fosses industrielles, de débourbeurs séparateurs, du nettoyage de cuves à fioul, des pollutions accidentelles par des déchets souillés par des hydrocarbures, du nettoyage des tankers, du process de machines industrielles et tous contenants pouvant être souillés. Un laboratoire dont l'équipement en moyens et personnel qualifié permet de réaliser les contrôles à la réception des déchets, les contrôles de compatibilité préalables à tout regroupement de déchets, les contrôles de qualité réalisés sur les déchets pré-traités sur le site ainsi que les contrôles avant expédition. L'installation comporte :

- Un bâtiment d'une surface de 128 m<sup>2</sup> qui abrite une plate-forme de double dépotage / chargement, un canal débourbeur raccordé à une fosse de stockage et une unité de pré-traitement des eaux hydrocarburées.
- Fosses procédés : 1 fosse de 30 m<sup>3</sup> (soit 30 t), 2 fosses de 25 m<sup>3</sup> (soit 50 t),
- Aire de pré-traitement des boues hydrocarburées. ;
  - Une aire de séchage de 273 m<sup>2</sup> couverte par une bâche agricole d'une hauteur de 7,4 m,
  - deux (ou trois) trémies filtrantes d'un volume unitaire de 15 m<sup>3</sup>.
  - 4 cuves de décantation d'un volume unitaire de 25 m<sup>3</sup> (soit 90 t),
- Après le traitement :
  - Une cuve de stockage des boues de 30 m<sup>3</sup> (soit 45 t)
  - 2 cuves d'eaux hydrocarburées concentrées d'un volume unitaire de 30 m<sup>3</sup> (soit 52 t).

Un broyeur à emballages vides souillés (EVS) doté d'une trémie d'une tonne dont la capacité journalière est de 2 t. Les EVS en attente de traitement sont entreposés à l'intérieur du bâtiment DTQD (maxi 7 t). Deux bennes sont installées à proximité du broyeur (quantité totale d'EVS broyés : 14 t).

Soit une quantité totale de déchets de 370 tonnes maximum.

#### **Constats :**

Stocks mentionnés sur le relevé du 4/11/25 entrant dans le système de traitement HYDROSEP :

- fosses d'eaux hydrocarburées : 30 tonnes
  - pôle boues : 20 tonnes
  - tunnel boues : 15 tonnes
  - trémis boues : 0 tonne
  - déchets issus du process : 54 tonnes
  - cuves d'eaux hydrocarburées : 51 tonnes
- soit un total de 170 tonnes

La quantité est inférieure aux 370 tonnes autorisées, la prescription est respectée.

La justification du respect de la capacité de traitement fixée à 68 t/j est faite grâce à l'enregistrement des camions lors de leur passage sur le pont bascule et le tableau de suivi des pesées associé au registre Hydrosep.

L'exploitant présente à l'inspection ces tableaux de suivis.

Le tableau de suivi des pesées ne reprend pas la quantité transportée par le camion, il faut la récupérer dans le registre Hydrosep.

Cette donnée pourrait utilement être ajoutée dans le tableau de suivi des pesées sur le pont bascule.

L'inspection demande de faire le point pour plusieurs dates prises au hasard et notamment la journée du 01/10/25 :

5 camions ont été enregistrés pour un total de 33,68 t.

Les vérifications effectuées permettent de constater le non dépassement de la capacité journalière de 68 t/j pour les journées contrôlées.

#### **Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

=> L'exploitant doit ajouter le poids du chargement des camions dans le tableau de suivi des pesées dès la mise en place du suivi 2026 pour faciliter la vérification du respect de la capacité journalière de traitement par le procédé Hydrosep.



<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 4 :** Activité relevant de la rubrique 3550

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 14/02/2022, article 1.2.3.3
<b>Thème(s) :</b> Situation administrative, Activité relevant de la rubrique 3550
<b>Prescription contrôlée :</b>  Transit et regroupement de déchets conditionnés :106 t, Transit et regroupement de déchets en vrac : 319 t, Entreposage dans le cadre du procédé de traitement des déchets hydrocarburés (HYDROSEP) : 370 t Soit une quantité totale de 795 t.
<b>Constats :</b>  L'état des stocks au 4/11/25 précisé dans les points de contrôles précédents sont : - 397 tonnes pour la rubrique 2718 (pour un maximum autorisé de 418 tonnes) - 170 tonnes pour la rubrique 3510 (pour un maximum autorisé de 370 tonnes)  soit un total de 567 tonnes présentes sur le site pour un maximum autorisé de 795 tonnes.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 5 :** Activité relevant de la rubrique 2716

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 14/02/2022, article 1.2.3.4
<b>Thème(s) :</b> Situation administrative, Activité relevant de la rubrique 2716
<b>Prescription contrôlée :</b>  Les déchets non dangereux sont entreposés de la façon suivante (150 m <sup>3</sup> ou 124 tonnes) : <ul style="list-style-type: none"> <li>• Sable de curage : un volume total de 80 m<sup>3</sup> (soit 60 t),</li> <li>• Une aire d'entreposage des Huiles alimentaires usagées est créée (115 m<sup>2</sup>) : 125 fûts de 200 l (soit 30 m<sup>3</sup>),</li> <li>• Une benne de 20 m<sup>3</sup> de déchets d'activité économique non dangereux (métaux,...),</li> <li>• 26 bigs-bags de cendres minérales pour un volume total de 20 m<sup>3</sup>.</li> </ul>
<b>Constats :</b>  L'état des stocks au 4/11/25 présenté par l'exploitant précise les quantités suivantes présentes sur le site : <ul style="list-style-type: none"> <li>- graisses : 10,5 tonnes</li> <li>- graisses concentrées :13,5 tonnes</li> <li>- huiles alimentaire usagées : 0 tonne</li> <li>- déchets industriels banals : 40 tonnes</li> <li>- big bag de cendres : 0 tonnes</li> <li>- benne filtrante : 10 tonnes</li> </ul>

Soit un total de 74 tonnes, inférieur à la quantité de 124 tonnes maximum.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 6 :** Activité relevant de la rubrique 2791

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 14/02/2022, article 1.2.3.5
<b>Thème(s) :</b> Situation administrative, Activité relevant de la rubrique 2791
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Transit et prétraitement des déchets graisseux procédé (LIPOSEP - 28 t/j) en provenance de la restauration collective, d'industries agroalimentaires ou de séparateurs domestiques. La capacité maximale de stockage est de</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Trois cuves de 20 m<sup>3</sup> (soit 60 m<sup>3</sup>),</li> <li>• Une cuve de concentrés gras de 30 m<sup>3</sup>.</li> <li>• Une cuve de procédé de 20 m<sup>3</sup>.</li> </ul>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Comme pour le point de contrôle n°3, la justification du respect de la capacité de traitement fixée à 28 t/j est faite grâce à l'enregistrement des camions lors de leur passage sur le pont bascule et le tableau de suivi des pesées associé au registre Liposep.</p> <p>L'exploitant présente à l'inspection ces tableaux de suivis.</p> <p>Le tableau de suivi des pesées ne reprenant pas la quantité transportée par le camion, il faut la récupérer dans le registre Liposep.</p> <p>Cette donnée pourrait utilement être ajoutée dans le tableau de suivi des pesées sur le pont bascule.</p> <p>L'inspection demande de faire le point pour plusieurs dates prises au hasard et notamment la journée du 03/10/25 :</p> <p>3 camions ont été enregistrés pour un total de 16,98 tonnes.</p> <p>Les vérifications effectuées permettent de constater le non dépassement de la capacité journalière de 28 t/j pour les journées contrôlées.</p>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>=&gt; L'exploitant doit ajouter le poids du chargement des camions dans le tableau de suivi des pesées dès la mise en place du suivi 2026 pour faciliter la vérification du respect de la capacité journalière de traitement par le procédé Liposep.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 7 :** Moyens de lutte contre l'incendie

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 9
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Détection automatique

<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> <ul style="list-style-type: none"> <li>• lors de la visite d'inspection du 05/06/2024</li> <li>• type de suites qui avaient été actées : Avec suites</li> <li>• suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective</li> </ul>
<b>Prescription contrôlée :</b>  [...] Les installations gérant des déchets combustibles ou inflammables sont également dotées : - d'un système de détection automatique et d'alarme incendie pour les bâtiments fermés où sont entreposés des produits ou déchets combustibles ou inflammables ; [...] 
<b>Précédent constat du 05/06/2024 :</b>  <b>=&gt; L'exploitant s'assure du bon fonctionnement permanent des systèmes de détection automatique de son installation et réalise les opérations de maintenance le cas échéant.</b>  <b>Constats :</b>  La société X élec est intervenue en septembre 2025 pour changer le système de détection, d'intrusion et les deux centrales. Un test de fonctionnement du système de détection et de report sur les téléphones portables des dirigeants du site est réalisé au cours de la visite d'inspection. L'inspection constate son bon fonctionnement.  Les différentes factures d'intervention, de fourniture et de mise en service des matériels du système de sécurité incendie sont remises à l'inspection lors de la visite.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

#### N° 8 : Dispositifs de prévention des accidents

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 07/06/2018, article 10
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Installations électriques et mise à la terre
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> <ul style="list-style-type: none"> <li>• lors de la visite d'inspection du 05/06/2024</li> <li>• type de suites qui avaient été actées : Avec suites</li> <li>• suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective</li> </ul>
<b>Prescription contrôlée :</b>  L'exploitant tient à la disposition de l'inspection des installations classées les éléments justifiant que ses installations électriques sont réalisées conformément aux règles en vigueur, entretenues

en bon état et vérifiées. Les équipements métalliques sont mis à la terre conformément aux règles en vigueur.

**Précédent constat du 05/06/2024 :**

**=> L'exploitant s'assure de la levée des observations de son dernier rapport de vérification électrique et en assure la traçabilité.**

**Constats :**

En amont de la visite, l'exploitant a transmis à l'inspection le 30/10/2025 par courriel le dernier rapport de vérification des installations électriques de la société VERITAS, daté du 21/01/2025.

Le rapport ne fait état d'aucune remarque particulière.

**Type de suites proposées :** Sans suite

**N° 9 : Rejets atmosphériques - conditions générales de rejet**

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 14/02/2022, article 3.2.2

**Thème(s) :** Risques chroniques, Rejets atmosphériques - conditions générales de rejet

**Prescription contrôlée :**

N° de conduit	Installations raccordées	Hauteur en m	Diamètre en m	Débit nominal en Nm <sup>3</sup> /h	Vitesse minimale d'éjection en m/s
1	Événements du procédé HYDROSEP	3	0,1	24	0,65
2	Broyeur emballage vides souillés	10	0,1	24	5 m/s

Les points de rejet fixes sont repérés sur un plan de l'établissement tenu à jour.

**Valeurs limites des flux de polluants rejetés**

Les rejets issus des installations doivent respecter les valeurs limites suivantes en concentration, les volumes de gaz étant rapportés :

- à des conditions normalisées de température (273 kelvins) et de pression (101,3 kilopascals) après déduction de la vapeur d'eau (gaz secs).
- à une teneur en O<sub>2</sub> ou CO<sub>2</sub> précisée dans le tableau ci-dessous.

On entend par flux de polluant la masse de polluant rejetée par unité de temps. Lorsque la valeur limite est exprimée en flux spécifique, ce flux est calculé, sauf dispositions contraires, à partir d'une production journalière.

Les flux de polluants rejetés dans l'atmosphère doivent être inférieurs aux valeurs limites suivantes :

Émissaire	Paramètre	Référence des conclusions MTD ou document BREF	N°MTD	VLE	Flux		période et conditions de référence (1)	Échéance de mise en application
n°1	COVt	WT	8 et 53	20 mg/ Nm3	11,52 g/j	4,20 kg/an	Semestrielle	Dès la notification du présent arrêté
	HCl			5 mg/ Nm3	2,88 g/j	1,05 kg/an		
	NH3			Correspondant à la limite de quantification d'à minima deux laboratoires	/	/		
n°2	COVt	WT	8 et 31	30 mg/ Nm3	17,82 g/j	6,31 kg/j	Semestrielle	Dès la mise en service de l'installation
	Poussières			5 mg/ Nm3	2,88 g/j	1,05 kg/an		

(1) Les fréquences de surveillance peuvent être réduites s'il est démontré que les niveaux d'émission sont suffisamment stables

Les valeurs limites s'imposent à des mesures, prélèvements et analyses moyens réalisés sur une durée qui est fonction des caractéristiques de l'appareil et du polluant et voisine d'une demi-heure.

Lorsque la valeur limite est exprimée en flux spécifique, ce flux est calculé, sauf dispositions contraires, à partir d'une production journalière.

Sauf autorisation explicite, la dilution des effluents est interdite. En aucun cas elle ne doit constituer un moyen de respecter les valeurs limites fixées par le présent arrêté.

#### Constats :

Le broyeur des emballages vides souillés n'ayant pas été mis en œuvre sur l'installation, seuls les rejets atmosphériques en sortie de l'évent du procédé HYDROSEP font l'objet de mesures de suivi.

En amont de la visite, l'exploitant transmet à l'inspection par courriel du 30/10/2025 les derniers rapports d'analyse du 19/10/2023 et du 09/01/2025.

Aucune analyse sur les rejets n'a été réalisée sur l'année 2024. La fréquence de mesure semestrielle n'est donc pas respectée.

Le tableau des résultats présenté dans les rapports indique « dépoussiéreur » comme dénomination du point de rejet.

Cette dénomination n'est pas judicieuse et pourrait être modifiée puisque les poussières ne sont

pas à mesurer sur ce point de rejet.

Le rapport d'analyse de 2023 ne fait état d'aucun dépassement sur les paramètres analysés.

Le rapport de 2025 ne fait état d'aucune mesure sur les COVt.

Les deux autres paramètres (NH<sub>3</sub> et HCl) présentent des résultats conformes.

La prochaine campagne de mesures est prévue le 17/11/2025.

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

**=> L'exploitant doit respecter la fréquence semestrielle des mesures sur les rejets atmosphériques dès la programmation de la prochaine campagne.**

**=> L'ensemble des paramètres (COVt, HCl et NH<sub>3</sub>) doit faire l'objet d'une analyse lors de chaque campagne de mesure.**

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant

**N° 10 : Surveillance des eaux souterraines**

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 14/02/2022, article 4.3.13.2

**Thème(s) :** Risques chroniques, programme de surveillance

**Prescription contrôlée :**

Les prélèvements, l'échantillonnage et le conditionnement des échantillons d'eau doivent être effectués conformément aux méthodes normalisées en vigueur. Les seuils de détection retenus pour les analyses doivent permettre de comparer les résultats aux valeurs de référence en vigueur (normes de potabilité, valeurs-seuil de qualités fixées par le SDAGE,...).

L'exploitant fait analyser les paramètres suivants, avec les fréquences associées :

Statut	N°BSS l'ouvrage	de Fréquence des analyses	Paramètres	
			Nom	Code SANDRE
Ouvrages existants	n°1	Semestrielle	DCO	1314
			Hydrocarbures totaux	7009
			Indice phénols	1440

Le niveau piézométrique de chaque ouvrage de surveillance est relevé à chaque campagne de prélèvement.

L'exploitant joint alors aux résultats d'analyse un tableau des niveaux relevés (exprimés en mètres NGF), ainsi qu'une carte des courbes isopièzes à la date des prélèvements, avec une localisation des piézomètres.

**Constats :**

En amont de la visite, l'exploitant transmet à l'inspection par courriel du 30/10/2025 les rapports d'analyse des deux dernières années, à fréquence semestrielle, soit en juin et novembre 2023, juin et novembre 2024 et juin 2025. du 19/10/2023 et du 09/01/2025.

L'inspection rappelle à l'exploitant qu'aucun seuil réglementaire n'est fixé dans l'arrêté préfectoral mais que l'exploitant doit surveiller les valeurs relevées et les comparer aux valeurs de référence en vigueur (normes de potabilité, valeurs-seuil fixées par le SDAGE Adour-Garonne).

En cas de résultat significatif, il doit s'interroger sur l'origine de ces valeurs et le cas échéant mettre des mesures correctives en place.

Sur les rapports transmis à l'inspection, entre juin 2023 et juin 2025, les résultats montrent que :

- les valeurs de DCO sont systématiquement inférieures à 30 mg/l
- les valeurs de l'indice hydrocarbure sont systématiquement inférieures à 0,10 mg/l sauf pour l'analyse du 18/06/24 (0,16 mg/l) et du 17/06/25 (0,1 mg/l).
- les valeurs de l'indice phénol sont systématiquement inférieures à 1 µg/l sauf pour l'analyse du 18/06/24 (1,1 µg/l) et du 17/06/25 (1 µg/l).

Bien que ces valeurs ne soient pas significatives, l'exploitant doit s'interroger sur l'émergence ponctuelle de certains paramètres et/ou leur fréquence de survenue.

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

=> L'exploitant doit avoir un regard critique sur les résultats d'analyse qu'il reçoit, les comparer aux valeurs de référence en vigueur et le cas échéant, mettre en place des actions correctives si besoin.

**Type de suites proposées :** Sans suite

**N° 11 : Valeurs limites d'émission des eaux exclusivement pluviales**

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 14/02/2022, article 4.3.12

**Thème(s) :** Risques chroniques, Valeurs limites d'émission des eaux exclusivement pluviales

**Prescription contrôlée :**

L'exploitant est tenu de respecter avant rejet des eaux pluviales non polluées dans le milieu récepteur considéré, les valeurs limites en concentrations définies :

**Rejet n°2**

Paramètre	Code Sandre	Concentration maximale (mg/l)
MES	1305	60
COT	1314	60
DCO	1314	180
Hydrocarbures totaux	7009	10

Paramètre	Code Sandre	Concentration maximale (mg/l)
Arsenic	1369	0,05
Cadmium	1388	0,03
Chrome	1389	0,15 ou 0,1 (si débit > 5 g/l)
Cuivre	1392	0,5 ou 0,25 (si débit > 5 g/l)
Nickel	1386	0,3 ou 0,2 (si débit > 5 g/l)
Plomb	1382	0,1
Zinc	1383	2
Mercure	1387	5 µg/L

#### Constats :

En amont de la visite, l'exploitant transmet à l'inspection par courriel du 30/10/2025 les rapports d'analyse des deux dernières années, à fréquence mensuelle, depuis janvier 2023.

##### bilan 2023 :

- toutes les mesures mensuelles ont été réalisées sauf celle de juillet.
- les valeurs de MES dépassent les seuils en février (120 mg/l au lieu de 60 mg/l) et juin (85 mg/l au lieu de 60 mg/l).

##### bilan 2024 :

- toutes les mesures mensuelles ont été réalisées sauf celles de janvier et mars.
- les valeurs de MES dépassent les seuils en avril (89 mg/l au lieu de 60 mg/l), mai (370 mg/l au lieu de 60 mg/l), septembre (110 mg/l au lieu de 60 mg/l), octobre (88 mg/l au lieu de 60 mg/l) et novembre (220 mg/l au lieu de 60 mg/l).

##### bilan 2025 :

- seulement 2 mesures ont été effectuées : en mai et septembre.
- la valeur de MES dépasse le seuil en mai (94 mg/l au lieu de 60 mg/l).

#### Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

=> L'exploitant doit faire un point avec son prestataire pour s'assurer que toutes les mesures mensuelles soient bien réalisées.

=> L'exploitant doit proposer à l'inspection la mise en place d'une mesure corrective permettant l'abattement des MES dans un délai maximum de 3 mois.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective

**Proposition de délais :** 3 mois

**N° 12 :** Rejets dans le milieu naturel ou dans une station d'épuration collective

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 14/02/2022, article 4.3.9.1

**Thème(s) :** Risques chroniques, Rejets dans le milieu naturel ou dans une station d'épuration



collective

**Prescription contrôlée :**

L'exploitant est tenu de respecter, avant rejet des eaux résiduaires dans le milieu récepteur considéré, les valeurs limites en concentration et flux ci-dessous définies.

Référence du rejet vers le canal de raccordement à la STEP de ST Jean D'Angély : n°1

Paramètre	Code Sandre	Concentration maximale (mg/l)	Flux	Échéance de mise en application
MEST	1305	600	60 kg/j	(1)
DBO5		800	80 kg/j	
DCO	1314	2000	200 kg/j	
Azote total	1551	150	15 kg/j	(1)
Phosphore total	1350	50	5 kg/j	
Indices phénols	1440	0,3	0,03 kg/j	
Hydrocarbures totaux	7009	10	1 kg/j	
Cadmium	1388	0,1	10 g/j	08/2022
Chrome et ses composés (en Cr)	1389	0,5	50 g/j	(1)
		0,1	10 g/j	08/2022
Chrome hexavalent (Cr(VI))	1371	0,1	10 g/j	
Plomb et ses composés (en Pb)	1382	0,5	50 g/j	(1)
		0,1	10 g/j	08/2022
Cuivre et ses composés (en Cu)	1392	0,5	50 g/j	(1)
		0,25	25 g/j	08/2022
Zinc et ses composés (en Zn)	1383	2	0,2 kg/j	
Métaux totaux (hors fer + al)	/	10	1 kg/j	
Mercure	1387	0,01	1 g/j	
Cyanure libre	1084	0,1	10 g/j	

Paramètre	Code Sandre	Concentration maximale (mg/l)	Flux	Échéance de mise en application
(CN-)				(1)
Composés organiques adsorbables (AOX)	1106	1	100 g/j	08/2022
Arsenic	1369	0,2	20 g/j	
Nickel et ses composés (en Ni)	1386	0,2	20 g/j	
Benzène, toluène, éthylbenzène, xylène (BTEX)	5918	/	/	
Manganèse (Mn)	1394	/	/	
PFOA	/	/	/	
PFOS	/	/	/	
Dichlorométhane (Chlorure de méthylène)		0,1	10 g/j	

(1) Dès la notification du présent arrêté

Les valeurs limites d'émission ci-dessus sont des valeurs moyennes journalières. Dans le cas de prélèvements instantanés, aucun résultat de mesures en concentration ne peut excéder le double de la valeur limite.

#### Constats :

En amont de la visite, l'exploitant transmet à l'inspection par courriel du 30/10/2025 les rapports d'analyse des deux dernières années depuis janvier 2023.

La fréquence hebdomadaire pour le pH et la DCO n'est pas respectée puisqu'aucune mesure ou analyse n'est présentée à l'inspection sur la période concernée.

La fréquence mensuelle pour les principaux paramètres et la fréquence semestrielle pour les PFOA et PFOS sont respectées sur la période concernée.

#### bilan 2023 :

La valeur de Zinc dépasse le seuil en mars (2,5 mg/l au lieu de 2 mg/l).

#### bilan 2024 :

Toutes les analyses présentent des résultats conformes.

#### Bilan 2025 :

- la valeur de MES est supérieure au seuil en mars (780 mg/l au lieu de 600 mg/l)

<p>- Dépassements importants sur les paramètres MES, DCO, DBO5, N, Cu, hydrocarbures totaux en mai et sur les paramètres MES, DCO et hydrocarbures totaux en juin.</p> <p>A réception de ces deux rapports d'analyses (2 mois après les mesures), l'exploitant a contacté le laboratoire sur ces résultats et celui-ci l'a informé qu'il y avait eu des erreurs dans les analyses à cette période au sein du laboratoire (rapport de 10 majorant sur les résultats).</p> <p>Suite à ces dysfonctionnements, l'exploitant a engagé une réflexion interne sur le changement de laboratoire pour la réalisation de ses analyses sur les eaux.</p> <p>L'inspection interroge l'exploitant sur la convention existante avec le gestionnaire de la station d'épuration sur la gestion des eaux de process.</p> <p>Il n'est pas en mesure de présenter à l'inspection la convention en cours de validité.</p>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p><b>=&gt; L'exploitant doit faire réaliser des analyses sur l'ensemble des paramètres prévus à l'article 4.3.9.1 de l'arrêté préfectoral du 14/02/2022 ainsi qu'aux fréquences définies au chapitre 9.2 du même arrêté.</b></p> <p><b>=&gt; L'exploitant transmet à l'inspection la convention de rejet des eaux de process avec le gestionnaire de la station d'épuration dans un délai d'un mois maximum.</b></p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Avec suites</p>
<p><b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant</p>
<p><b>Proposition de délais :</b> 1 mois</p>